

Le Maghreb est travaillé par de nouvelles offres religieuses Entretien avec Karima Dirèche paru dans *Le Monde**

Les « printemps arabes » ont permis aux partis islamistes marginalisés par les régimes postcoloniaux d'émerger sur le devant de la scène politique au Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc). Mais la décennie 2020 a marqué un coup d'arrêt à cette tendance : on voit désormais émerger de « nouvelles offres religieuses » qui s'émancipent de l'islam majoritaire. Karima Dirèche, historienne spécialiste du Maghreb, analyse les mécanismes de cette dynamique lors d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *Le Monde* en 2022.

The 'Arab Springs' enabled Islamist political parties marginalised by post-colonial regimes to emerge at the forefront of the political scene in the Maghreb (Tunisia, Algeria, Morocco). But the 2020s saw this trend come to a stop, with the emergence of 'new religious offerings' that broke away from the dominant Islam. Karima Dirèche, a historian specialising in the Maghreb, analyses the mechanisms behind this dynamic in an interview with *Le Monde* in 2022.

سمح "الربيع العربي" للأحزاب الإسلامية التي همشتها أنظمة ما بعد الاستعمار بالظهور على الساحة السياسية في بلدان المغرب العربي (تونس والجزائر والمغرب). لكن عقد 2020 شهد توقفًا لهذا الاتجاه: فنحن نشهد الآن ظهور "عروض دينية جديدة" تحرر نفسها من الأغلبية الإسلامية. كريمة ديرèche، مؤرخة متخصصة في شؤون المغرب العربي، تحلل آليات هذه الديناميكية خلال مقابلة مع لوموند الأسبوعية سنة 2022.

L'1 de type Frères musulmans, qui avait été porté par la vague des « Printemps arabes », a essuyé une série de déconvenues en 2021 au Maghreb. Au Maroc, le Parti de la justice et du développement (PJD) a subi un cinglant revers électoral tandis qu'en Tunisie, Ennahdha, devenu impopulaire, a été délogé du pouvoir par un « coup de force » du président Kaïs Saïed. Le Maghreb est-il entré dans l'ère du « post-islamisme » ?

Il y a en effet une érosion des partis islamistes de type Frères musulmans en Afrique du Nord. Dans le même temps, on assiste à un retour très fort de la religiosité et de l'islamo-conservatisme mais sur un mode apolitique. Ces nouvelles expressions de la religiosité sont influencées par ce que l'on appelle la *dawla salafiyya*, c'est-à-dire l'école du salafisme quiétiste. Et elles sont confortées et alimentées par les États qui en font une arme de neutralisation des tenants de l'islam politique, susceptible de présenter une concurrence, et surtout un relais à l'islam d'État déjà imposé dans les années 1980. Cet islam officiel visait à l'époque à la fois à réprimer les épacentres de la contestation étudiante et syndicale et à contrôler au plus près l'activisme des mouvements islamistes. Dans ces trois pays du Maghreb, l'État s'était emparé du religieux, d'abord pour court-circuiter le mécontentement et l'exaspération des sociétés et, ensuite, pour neutraliser les oppositions de gauche et d'extrême gauche.

Comment expliquer l'érosion de ces partis islamistes qui avaient tant bénéficié des « printemps arabes » ? Est-ce le coût des compromissions dans l'exercice du pouvoir ?

Ces partis islamistes disposaient d'un soutien populaire incontestable et constituaient la première force politique oppositionnelle. Leur capital politique était là. Mais il est vrai qu'ils ont ensuite souffert du processus de normalisation par leur intégration dans l'appareil d'État. Les configurations nationales sont différentes. Le PJD marocain, avant d'accéder à la tête du gouvernement en 2011 dans la foulée d'élections législatives, était un parti islamiste d'opposition mais il s'agissait d'un islamisme « *light* », décaféiné, enclin à une négociation permanente avec le palais. En Tunisie, *Ennahdha* est lui aussi arrivé au pouvoir en 2011 par la voie électorale, fort d'une aura extra-ordinaire, de l'image de « martyr » de la répression sous Bourguiba puis sous Ben Ali. Il était censé nettoyer, moraliser la vie publique. Mais son passage au pouvoir s'est révélé désastreux car inapte à diriger le pays. Quant à l'Algérie, l'opposition islamiste au régime a été en partie discréditée par la guerre épouvantable de la « décennie noire » (années 1990). Le fait d'avoir basculé dans la violence a refroidi une partie de son électorat historique. Et ensuite, une frange de ces partis islamistes a été récupérée par le régime d'Abdelaziz Bouteflika et, là aussi, ils se sont déconsidérés par leur appartenance au pouvoir. Dans les trois sociétés, la déception à l'égard de cet

* Propos recueillis par Frédéric Bobin et parus dans *Le Monde* du 18 novembre 2022. Nous le remercions pour ce partage.

islam politique a ouvert la voie au salafisme quiétiste, apolitique, cultivant le consensus social, loyaliste et révérencieux à l'égard de l'État.

Vous défendez l'idée que de nouvelles offres religieuses ont émergé au Maghreb. Qu'entendez-vous par « nouvelles offres religieuses » ?

Dans leur écrasante majorité, les sociétés maghrébines sont de rite malékite² même s'il existe une petite diversité religieuse avec les ibadites³ du Mzab algérien ou de l'île tunisienne de Djerba. On ne trouve pas de communautés chrétiennes héritières, comme en Égypte et au Moyen-Orient, du christianisme antique, et ce qu'il reste de communautés juives est très marginal. Le Maghreb n'est pas familier de la pluralité religieuse. Toutefois, cette homogénéité se révèle plutôt poreuse à l'égard de nouveaux courants religieux étrangers, lesquels font l'objet d'une très grande méfiance de la part des États. Ces nouvelles offres peuvent émerger de l'intérieur de l'islam comme de l'extérieur.

Quelles sont-elles ?

On a vu ainsi apparaître depuis les années 2000 en Algérie les ahmadis⁴. En 1973, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a déclaré l'ahmadisme « secte non liée à l'islam », ce qui a valu à ce courant d'être persécuté dans le monde musulman pour hérésie. En Algérie, les ahmadis – quelques milliers de personnes – ont fait l'objet de nombreux procès qui ont prononcé de lourdes condamnations. Ils sont issus de classes sociales moyennes et supérieures, plutôt éduquées.

Qu'est-ce qui peut pousser des musulmans du Maghreb à embrasser l'ahmadisme ?

C'est une façon de se détourner d'un islam malékite trop normatif, trop dogmatique. La religion ahmadie laisse une place au libre arbitre et au mysticisme qui peuvent tenter ceux qui veulent s'éloigner de la norme religieuse traditionnelle. C'est aussi le cas dans la tentation du chiisme, l'autre nouvelle religieuse « intra-islam » au Maghreb. En fait, le chiisme est une vieille histoire en Afrique du Nord puisque la dynastie idrisside



Ghardaïa (Algérie), vue sur la vallée du Mzab. © Dan Sloan

qui a fondé Fès au Maroc au VIII^e siècle – et dont est issue la monarchie alaouite actuelle – était chiite. Les dynasties chiites avaient alors islamisé l'Afrique du Nord avant de se confronter au modèle sunnite qui triomphera par la suite.

Il y aurait donc une sorte de retour ?

Il y a en effet des conversions. Des considérations politiques peuvent jouer un rôle dans cette progression dont il est difficile de prendre la mesure, faute de chiffres. On avance qu'elle serait liée à l'impact de la révolution iranienne de 1979, la seule révolution islamiste qui a finalement réussi. L'admiration pour le Hezbollah, tenu pour un modèle de résistance au sionisme, jouerait aussi un rôle. En Algérie, les chiites avaient même profité de l'ouverture du champ politique en 1988 et avaient participé au Front islamique du Salut (FIS). Mais les chiites sont aujourd'hui combattus par les partis islamistes maghrébins qui les voient comme une extension de l'Iran. C'est l'argument de la défense de l'islam authentique, de l'islam national.

Quelles sont les nouvelles offres religieuses extérieures à l'islam ?

Il s'agit de l'offre proposée par les courants néo-évangéliques qui perturbent le paysage religieux

maghrébin depuis environ trois décennies. Ils sont liés à cette nébuleuse d'institutions protestantes charismatiques mondialisées : pentecôtistes, méthodistes et témoins de Jéhovah. Évidemment, ils n'ont rien à voir avec les Églises catholiques et protestantes issues du temps de la colonisation. Ces dernières s'étaient maintenues au Maghreb après les indépendances à la condition de leur « nationalisation », ce qui impliquait notamment leur retrait complet du terrain de l'apostolat. Elles ont donc conservé une réserve alors que les néo-évangéliques sont arrivés de manière totalement décomplexée, pratiquant le prosélytisme dans les langues locales. Ils s'appuient sur une culture de la fraternité, sur des récits bibliques, sur des émotions qui font exploser les frontières nationales. Ils relèvent vraiment d'une offre religieuse déterritorialisée et mondialisée tout en s'adaptant au contexte local.

Où les trouve-t-on au Maghreb ?

Dans les trois pays, mais c'est dans la Kabylie algérienne que la médiatisation et donc la visibilisation a été la plus forte autour de l'année 2004. Les néo-évangéliques séduisent car ils parlent d'amour, de fraternité, de solidarité. Ce n'est pas un hasard s'ils s'implantent après la séquence tragique de la « décennie noire » qui avait malmené les liens sociaux et les configurations familiales, et déstructuré les réseaux de solidarité. Ils militent pour la reconnaissance d'un christianisme algérien mais l'État leur oppose une approche ultra-sécuritaire

et répressive des minorités religieuses. Dénoncés comme une atteinte à l'intégrité religieuse du pays et à la sécurité nationale, ils font l'objet d'une surveillance constante et de condamnations pour prosélytisme. Mais, phénomène intéressant, des associations des droits de l'homme en Algérie les défendent au nom de la liberté de conscience.

Ces nouvelles offres religieuses surviennent dans un contexte où la sécularisation travaille aussi les sociétés maghrébines.

Les sociétés maghrébines sont en pleine transformation car les politiques de développement ont induit des dynamiques de sécularisation, et même des dynamiques d'individuation. En Tunisie et au Maroc, on a même vu émerger des mouvements de « déjeuneurs », qui revendiquent le droit de ne pas jeûner durant le ramadan. On trouve aussi au Maghreb des associations de défense des LGBTQ. Mais il faut éviter le logiciel binaire : religieux d'un côté, modernité progressiste de l'autre. En fait, c'est très imbriqué. Dans l'ouest algérien, j'ai rencontré une association féministe, avec des militantes non voilées, qui se battait pour la construction d'une mosquée. La *dawla salafiyya* est aussi moderne à sa façon. Ses adeptes ont voyagé, sont éduqués. Ils sont capables de dire : le *halāl* c'est bien, mais le *halāl bio* c'est encore mieux. Ils s'inspirent complètement de cultures mondialisées qui circulent.

Propos recueillis par Frédéric Bobin

2. Le malékisme est l'un des quatre courants du droit musulman sunnite.

3. Les ibadites sont issus du kharijisme, premier schisme de l'islam.

4. L'ahmadisme, né à la fin du XIX^e siècle dans le nord de l'Inde, est un mouvement musulman messianiste. Voir à ce sujet la contribution d'Azizé Zemirli, *infra*, 36-41.